

La CGT Finances publiques s'appuie sur le contexte actuel des élections professionnelles à la DGFIP pour donner un exemple négatif de ce que l'administration peut faire du numérique avec le vote électronique.

En effet, nous craignons une baisse mécanique de la participation au scrutin, à l'image de ce qui c'est passé en 2014 à l'éducation nationale qui avait mis en place le vote électronique (environ 50 % seulement de participation). Dans cette décision de l'administration, la stratégie a le mérite d'être claire, nuire aux organisations syndicales, donc aux agents, en faisant baisser la participation, la légitimité et la représentativité des organisations syndicales.

À l'inverse, où est la stratégie dans les fiches présentées à ce GT ?

Nous aurions voulu connaître l'objectif cible en matière de réorganisation de la DGFIP autour du numérique, de doctrine d'emplois, des suppressions d'emplois, de formation, de conditions de travail etc ...

Quel est l'intérêt de ce GT, si nous n'avons pas aujourd'hui les réponses à cette question légitime que se pose tous les agents de la DGFIP ?

L'exercice d'aujourd'hui ressemble à une opération promotionnelle et d'auto-satisfaction en les capacités numériques de la DGFIP hors cadre du CT de réseau.

En revanche nous constatons qu'il n'y a :

- Rien sur la fracture numérique, la stratégie de l'accueil et du recouvrement alors même que France stratégie reconnaît que 28 % de la population est éloignée ou n'a pas d'accès au numérique,
- Rien sur le PAS (notamment la maquette GESPAS),
- Rien sur la sécurité numérique (transparence, interconnexion, identifiant unique, tentative malveillante sur les serveurs de la DGFIP) et les tentatives d'hameçonnage dont sont victimes les contribuables,
- Rien sur la création du fameux « lac de données » dans lequel certains États pourraient rêver de se baigner, le data mining et l'intelligence artificielle...

Globalement ses fiches nous laissent l'impression de ne pas savoir où l'on va et parlent de numérique mais pas de stratégie.

On pourrait penser qu'il ne s'agit que d'une gestion à la petite semaine des suppressions d'emplois grâce à l'informatique !

Pourtant il est ici question de la mise en place de l'état plate-forme et de l'e-administration, d'échange de données et d'ouverture des données au public. Il est aussi question de méthode autour de la fiabilisation des identifiants, de l'ENSU, et du site impot.gouv.fr comme du projet digital RH SIRHIUS décisionnel.

En méthode nous interviendrons sur chaque sujet après présentation de la fiche.

Public: [GT 2018](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
